Le Soir
PANORAMA

LETTRE DE PROVINCE

Grèves : montée des périls et gouvernement dans l'embarras

Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@Yahoo.fr

Insupportable atmosphère annonciatrice de lendemains pleins d'incertitudes. Menacé à tout moment d'un probable déraillement des institutions de l'Etat, le pays serait plutôt victime de l'absence chronique du Président que de la compétence obsolète de ceux qui le dirigent. Faute d'un amiral à la manœuvre, apte à corriger le cap quand la nécessité devient urgente, la gouvernance ne peut endiguer par elle-même les erreurs qu'elle n'avait pas su éviter. Ceci est d'ailleurs le cas actuellement avec un gouvernement embourbé jusqu'au cou dans un cycle de grèves tournantes auxquelles il ne parvient toujours pas à satisfaire les doléances ou, tout au moins, à convaincre leurs acteurs de l'impossibilité de conclure le moindre pacte sur la base de certaines surenchères.

Or, cette panne en termes de solution ne peut que lui être imputée. A la morgue qu'il avait affichée, les syndicats comprirent vite qu'il ne désirait guère dialoguer. Optant pour le passage en force concernant la réforme des retraites, n'avait-il pas fait le pire des choix. Celui qui ressemble à un décret dès l'instant où il fit dire par des ministres que seule la copie du gouvernement est à la fois en conformité avec la pérennité de la caisse et une assurance garantie pour les futurs retraités. Autoritairement, il laisse également entendre qu'il est en droit de légiférer sans l'avis de quelques partenaires qui soient. Méprisant le recours à une certaine pédagogie politique et son corolaire l'aptitude au consensus, ce gouvernement a vite été qualifié par les courants sociaux «d'arrogant et d'incompétent». Il est vrai qu'un jugement aussi excessif s'explique, certes, par le ressentiment des syndicalistes mais pas seulement, dès lors qu'il est souligné par le comportement de certains ministres. Effectivement, hormis la ministre de l'Education nationale et son collègue du travail qui allèrent au charbon en rencontrant des délégués syndicaux et en écoutant leur doléance, nulle autre personnalité du gouvernement ne s'y impliqua alors que leurs secteurs y étaient concernés. Citons notamment les cas de la santé et de l'industrie. De ce constat se pose évidemment la question cruciale relative à la réactivité de ce gouvernement et aux synergies supposées concourir à son action collective. A-t-il sciemment laissé pourrir la situation ou tout simplement est-il en train d'afficher son pitoyable échec pour résoudre une grave crise sociale ?

C'est que l'enchaînement des grèves qui affectent depuis plusieurs semaines le monde du travail vient d'atteindre un pic d'intensité tel qu'il n'est plus possible de continuer à traiter leurs incidences isolément en se contentant d'inscrire chacune d'elles dans le cadre étriqué de la «revendication spécifique» d'un corps de métier. Sans qu'ils aient pu en soupçonner l'impact politique de leur débrayage, les enseignants et les ouvriers de Rouiba viennent de mettre à nu l'incapacité des responsables à faire preuve de réactivité face à ce genre de situations. Ne se considérant guère être les seuls responsables du chaos consécutif à leurs débrayages, les enseignants et les cols bleus de Rouiba préfèrent qualifier leurs actions de «complémentaires» à celles du personnel hospitalier et de la Fonction publique.

Pour l'ensemble de ces vecteurs de l'Intersyndicale, il n'existe pas de «grève de trop» comme l'ont écrit avec légèreté certains journalistes. Car dans un pareil cas de figure, c'est-à-dire lorsque le même mot d'ordre est adopté par la totalité des syndicats autonomes, celui qui apparaît par «trop» aveugle et obstiné, n'est plus le syndicaliste contestataire mais bel et bien l'Etat avec un «E» majuscule qui déserte ses responsabilités en ne voulant pas «voir» la réalité. D'ailleurs, la dernière image déplorable que le pouvoir vient de donner est celle du vrai faux syndicaliste nommé Sidi Saïd que l'on a diligenté sur le carreau de l'usine SNVI afin de faire baisser la tension. C'est-à-dire casser la grève ! Une étrange manière de gagner des galons de syndicaliste en désavouant un syndicalisme «autre» !

Toujours dans le registre des responsabilités et du devoir de l'Etat dont il a les prérogatives, Sellal se montre actuellement très distant jusqu'à s'abstenir de toute communication. Immanquablement, ce sont les gorges chaudes de la rumeur qui alimentent l'opinion dans «les cafés de commerce», comme il se dit pour désigner les sources du petit peuple et des petites gens. C'est ainsi que le gouvernement est accablé de certains qualificatifs injurieux à travers les propos. Bien sûr on lui fait porter la «chéchia» de l'incompétence et chez certains esprits sans nuance, il est même accusé de «sabotage délibéré». Tout cela est certainement excessif même s'il traduit la désespérance qui ronge les couches sociales en butte à la précarité. Pourtant, la grande énigme demeure l'appréciation que doit porter le chef de l'Etat sur cette gestion ravageuse d'un programme de réformes qui semble tourner à l'embrasement sur le front social. Autrement posé, ce qui est attendu du Président devant le désastre qui se prépare sera-t-il de l'ordre d'un simple remaniement ou bien décidera-t-il de retirer provisoirement ce dossier en le confiant à une commission ad hoc qui devra mieux communiquer et le plus largement possible ? Tactiquement, cette démarche est parfaitement opératoire d'autant plus que la puissance publique a, depuis plus d'une décennie, connu des redditions face à la grogne de la rue.

Doué pour acheter la paix sociale (la paix politique ?), le régime pourrait effectivement différer le retour à 60 ans de l'âge de la retraite juste le temps d'enjamber les 30 mois qui lui restent de son 4e mandat. Mais est-ce là que se situe sa préoccupation du moment ? En tout cas, celle-ci continue à alimenter sa vigilance et lui donner de l'intérêt pour la haute fonction qu'il occupe. En somme, parvenir à la réalisation d'une «présidence à vie» tout en la ratifiant ponctuellement par le plébiscite des urnes constitue le dernier challenge d'un Président algérien reconnaissable à son goût inassouvi pour le pouvoir. Or, si jusque-là les scénarios de ce florentin se sont réalisés qu'en sera-t-il de son dernier projet alors que les caisses de l'Etat se vident et que dans la rue algérienne commence à germer la dangereuse idée d'un retour aux barricades alors qu'ici et là l'on s'obstine à prêcher pour une transition pacifique. Cependant, cette passation de pouvoir sans effusion de sang, souhaitée sincèrement par la classe politique mais seulement admise par le pouvoir, ne connaît toujours pas de date-butoir. S'agira-t-il de 2019, ou coïncidera-t-elle avec les lendemains des funérailles du dernier occupant de ce poste ? Tout est, par conséquent, tributaire d'une volonté cachée. Mais en attendant, il se trouve que la République possède de moins en moins de réserves financières pour arroser tous les grognards des cités-dortoirs. Ces déclassés de l'échec de ce pays que l'on avait pris l'habitude d'«assister» afin de les faire patienter. Voilà comment s'effondre un système politique corrupteur lorsque sa clientèle se retourne contre lui pour défaut de «paiement» !

B. H.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

CONDOLÉANCES

Les membres fondateurs, la rédaction et l'ensemble du personnel du *Soir d'Algérie* ont appris, avec une immense tristesse, le décès de la sœur de leur ami et collègue Hocine Boukhetala.

En cette pénible circonstance, ils lui présentent ainsi qu'à toute sa famille leurs condoléances les plus attristées et le prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie.

Que Dieu le Tout-Puissant accueille la défunte en Son Vaste Paradis.

POUSSE AVEC EUX !

Maltraitance médicale !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

Quel dégonflé, tout de même, ce Trump ! A peine élu sur la base d'un programme raciste et xénophobe, qui voit-il en premier à la Maison Blanche ?

... Un Noir musulman !

Dans son message à Trump, Abdekka a demandé au tout nouveau Président américain «d'avoir un rôle majeur au service de la paix dans le monde». Partant de cette demande, sur la base de cet extrait du communiqué, je suis en droit d'exiger sur-le-champ de savoir ce que l'on fait subir à notre Raïs adoré et chéri dans cette clinique de Grenoble. Pour qu'il en soit réduit à attendre de Trump qu'il joue un rôle majeur au service de la paix dans le monde, c'est qu'on maltraite notre Président, c'est sûr ! On doit lui faire endurer des choses terribles pour en arriver là. D'accord, ce sont des médecins qualifiés. D'accord, c'est Boutef' lui-même qui a tenu à aller là-bas, à Grenoble, et pas ailleurs. Mais sont-ce là des raisons suffisantes pour assister, impuissants, sans rien dire, à ce qui s'assimile à de la torture sur patient ? Certes, quelqu'un de malade, diminué, fatigué et soumis en permanence à d'énormes pressions peut avoir une perception de la réalité déformée, voire erronée. Ça existe, je ne le nie pas. Certes, les médications pour les pathologies lourdes induisent des effets secondaires, dont certains inattendus, voire déroutants. J'en conviens ! Mais pas au point, tout de même, d'attendre de Trump qu'il agisse pour la paix dans le monde. Cette demande doit nous amener urgemment à nous inquiéter de ce que subit Abdekka à Grenoble. Je ne sais fichtrement pas ce qu'on lui fait avaler comme saloperies. Mais faut que ça cesse ! Ok, nous ne sommes pas toujours d'accord avec ce qu'il dit ou professe ou édicte. Mais ces différends n'autorisent pas les étrangers à la maltraitance sur notre Patient numéro 1. Et moi, je le dis haut et fort : ils sont en train de nous le brouiller, notre Abdekka ! Faudra pas se plaindre ensuite s'il revient en Algérie et nomme aussitôt Amimer à la place de Ksentini ! Je vous aurais prévenu ! Et tout en vous prévenant, je fume du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.